



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Bretagne**

Unité départementale du Morbihan  
34, rue Jules Legrand  
56100 LORIENT

LORIENT, le 14/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DÉPÔT PÉTROLIER DE LORIENT SEIGNELAY**

10 rue de Seignelay  
56100 Lorient

Références : LH/FD/E/2023-339  
Code AIOT : 0005501834

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2023 dans l'établissement DÉPÔT PÉTROLIER DE LORIENT SEIGNELAY implanté 10 rue Seignelay - 56100 Lorient. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 12 mai 2023, lors d'un exercice incendie mensuel, de l'eau a été injectée de manière involontaire dans le réservoir d'émulseur occasionnant sa dilution et l'altération de ses propriétés et caractéristiques physico-chimiques initiales. Cet incident peut avoir pour conséquence d'altérer l'efficacité de l'émulseur et éventuellement remettre en question l'adéquation du matériel assurant son pompage et son injection. Par ailleurs, au regard des modifications organisationnelles prises suite à cet incident, le sujet de la mise à jour du POI a été abordé. Cette inspection a été réalisée dans la continuité d'une première demande effectuée par l'inspection par courriel du 20 octobre 2023 et pour laquelle l'exploitant n'a pas apporté les éléments de réponse de manière satisfaisante et complète.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DÉPÔT PÉTROLIER DE LORIENT SEIGNELAY
- 10 rue Seignelay - 56100 Lorient
- Code AIOT : 0005501834
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Dépôt Pétrolier de Lorient (DPL) exploite deux dépôts sur la zone industrielle portuaire de LORIENT :

- le dépôt de Seignelay comprenant 6 bacs essences ou distillats (gazoles/FOD) avec installations de chargement de véhicules citernes,
- le dépôt de Kergroise comprenant 6 bacs de stockage dédiés uniquement aux distillats (dépôt utilisé comme dépôt satellite du dépôt de Seignelay, reliés entre eux par 2 pipelines enterrés).

Compte tenu des substances et quantités stockées, ces dépôts relèvent chacun du seuil haut du classement SEVESO III. Le plan de prévention des risques technologiques a été approuvé par arrêté préfectoral du 27 décembre 2017.

S'agissant du dépôt de Seignelay les prescriptions actuellement applicables sont celles de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2022 ainsi que les dispositions des arrêtés ministériels associés à l'activité ainsi qu'au statut Seveso seuil haut de l'établissement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                        | Référence réglementaire   | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1  | Incident impactant la réserve d'émulseur | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-3.               | Sans objet        |
| 2  | Incident impactant la réserve d'émulseur | Code de l'environnement du 24/09/2020, article Article R515-100 | Sans objet        |
| 3  | Incident impactant la réserve d'émulseur | Code de l'environnement du 24/09/2020, article Article R515-100 | Sans objet        |
| 4  | Incident impactant la réserve d'émulseur | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 25                    | Sans objet        |
| 5  | Incident impactant la réserve d'émulseur | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-1.               | Sans objet        |
| 6  | Confinement des effluents pollués        | Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 4.3.2                 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées note que l'exploitant n'a pas pu apporter l'ensemble des éléments de réponse aux questionnements de l'inspection au sujet de l'incident de dilution de la réserve d'émulseur. Plus précisément, les éléments apportés ne permettent pas de s'assurer de la bonne maîtrise par l'exploitant des différents impacts de cet incident, notamment vis-à-vis du maintien de la pleine efficacité de sa défense contre l'incendie. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas pu démontrer à l'inspection le caractère opérationnel de son organisation et de ses installations vis-à-vis du confinement des effluents pollués et notamment de ses eaux d'extinction en cas de feu survenant hors rétention. Considérant que la première demande de l'inspection sur ces sujets date du 20 octobre 2023, il est attendu un retour particulièrement réactif de la part de l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Incident impactant la réserve d'émulseur

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-3.   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense contre l'incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Lorsque l'exploitant dispose des moyens lui permettant de réaliser les opérations d'extinction des scénarios de référence du point 43-1 du présent arrêté sans l'aide des secours publics, la définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent a minima les valeurs données en annexe V du présent arrêté.   |
| <b>Constats :</b><br>Actuellement, l'exploitant valorise, pour le scénario de feu de nappe survenant au niveau de la cuvette n° 2, les caractéristiques « particulièrement performantes » de son émulseur (qualification délivrée par le GESIP) pour s'affranchir du respect du taux d'application forfaitaire définie à l'annexe 5 (4 litres/min.m <sup>2</sup> dans le cas d'une application douce) et ainsi retenir un taux d'application réduit de 2,7 litres/min.m <sup>2</sup> calculé suivant la formule précisée au sein de la même annexe.<br><br>Ainsi, l'inspection des installations classées s'interroge sur l'éventuel impact de l'incident de dilution de la réserve d'émulseur sur le maintien de ses caractéristiques « particulièrement performantes ». L'inspection des installations classées considère qu'il appartient à l'exploitant de se rapprocher du GESIP pour connaître son positionnement sur la situation. Dans le cas où les caractéristiques « particulièrement performantes » de l'émulseur seraient remises en cause, il appartiendra à l'exploitant d'apporter les modifications qui s'imposent à sa défense contre l'incendie pour respecter le taux d'application forfaitaire. |
| <b>Observations :</b><br>L'exploitant transmettra son analyse à l'inspection des installations classées vis-à-vis de cette problématique.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |

**N° 2 : Incident impactant la réserve d'émulseur**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article Article R515-100   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour du POI  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Il [le plan d'opération interne] est, par ailleurs, réalisé pour la première fois ou mis à jour [...]<br>c) Avant la mise en œuvre de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;<br><br>La mise à jour tient compte des modifications intervenues dans les installations concernées, des nouvelles connaissances techniques et des connaissances concernant les mesures à prendre en cas d'accidents majeurs ainsi que du retour d'expérience.   |
| <b>Constats :</b><br>Considérant que l'incident de dilution a pu remettre en question l'efficacité de son émulseur à attaquer un feu impliquant de l'éthanol, l'exploitant s'est procuré une quantité de 15 m <sup>3</sup> d'émulseur polaire (et non fluoré) pouvant être utilisé sur un feu d'éthanol (scénario n° 7 associé notamment à une fuite du réseau éthanol entre le stockage actuel enterré et sa distribution au poste de chargement).<br><br>Pour autant, cette réserve n'est, en période normale, pas lignée sur la pompe à émulseur et nécessiterait ainsi une manipulation de vanne(s) pour se connecter à elle. Malgré cette nouvelle opération à effectuer, l'exploitant n'a pas mis à jour son POI pour intégrer celle-ci. |
| <b>Observations :</b><br>L'inspection considère qu'une mise à jour du POI doit être effectuée afin d'y intégrer cette opération.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |

**N° 3 : Incident impactant la réserve d'émulseur**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article Article R515-100  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour du POI   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Il [le plan d'opération interne] est, par ailleurs, réalisé pour la première fois ou mis à jour [...]<br>c) Avant la mise en œuvre de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;<br><br>La mise à jour tient compte des modifications intervenues dans les installations concernées, des nouvelles connaissances techniques et des connaissances concernant les mesures à prendre en cas d'accidents majeurs ainsi que du retour d'expérience.  |
| <b>Constats :</b><br>Suite à l'incident de dilution de la capacité d'émulseur, l'exploitant a identifié qu'une utilisation de celui-ci à une concentration de 6 % au lieu de 3 % initialement prévu permettrait le maintien d'une quantité acceptable et ainsi une émulsion conforme à l'attendu. Le passage de 3 % à 6 % génère ainsi un impact sur le réglage du proportionneur et éventuellement sur l'autonomie des différents scénarios.<br><br>Pour autant l'inspection remarque que l'exploitant n'a pas procédé à la mise à jour de son POI pour y intégrer cette nouvelle condition d'utilisation de son émulseur. |

|   |
|---|
| <b>Observations :</b><br>L'inspection considère qu'une mise à jour du POI doit être effectuée afin d'y intégrer les nouvelles conditions d'utilisation de son émulseur. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |

**N° 4 : Incident impactant la réserve d'émulseur**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 25  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense contre l'incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La détection de présence de liquide inflammable dans l'espace annulaire provoque l'arrêt immédiat du remplissage du réservoir, son isolement et le déclenchement automatique de déversement de mousse dans l'espace annulaire   |
| <b>Constats :</b><br>Considérant que l'incident de dilution a pu remettre en question l'efficacité de son émulseur à attaquer un feu impliquant de l'éthanol, l'exploitant s'est procuré une quantité supplémentaire de 15 m <sup>3</sup> d'émulseur polaire (et non fluoré) pouvant être utilisé sur un feu d'éthanol (scénario n° 7 associé notamment à une fuite du réseau éthanol entre le stockage enterré actuel et sa distribution au poste de chargement).<br><br>Pour autant, cette réserve n'est, en période normale, pas raccordée sur le groupe motopompe de l'émulseur et nécessiterait ainsi une manipulation de vanne(s) pour se connecter à celui-ci.<br><br>L'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées qu'il envisage de mettre en service dans les prochaines semaines son nouveau réservoir aérien de stockage d'éthanol (réservoir n° 42) en effectuant son premier remplissage.<br><br>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'au regard du fait que le réservoir est de type double paroi, et conformément à l'article 25 de l'arrêté du 3 octobre 2010, l'extinction doit être automatique ce qui implique l'absence d'opération humaine et notamment de lignage des réseaux. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |

**N° 5 : Incident impactant la réserve d'émulseur**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-1.  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense contre l'incendie  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Afin d'atteindre les objectifs définis à l'article 43-1 du présent arrêté, l'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie qui lui sont propres et qui peuvent être complétés par des protocoles d'aide mutuelle, des conventions de droit privé ou des moyens des services d'incendie et de secours.  |
| <b>Constats :</b><br>Considérant que l'incident de dilution de la réserve d'émulseur a pu générer une modification des caractéristiques physico-chimiques de l'émulseur et notamment de sa viscosité, il appartient à l'exploitant de s'assurer que le matériel dont il dispose (groupe motopompe émulseur et proportionneur notamment) demeure apte à fonctionner avec ces nouvelles caractéristiques. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que cette analyse n'avait pas été menée. |



|  |
|--|
| <b>Observations :</b><br>L'exploitant transmettra à l'inspection son analyse sur l'aptitude de l'émulseur à fonctionner avec son matériel au regard de ses nouvelles caractéristiques physico-chimiques. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |

**N° 6 : Confinement des effluents pollués**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2022, article 4.3.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Collecte des effluents  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le rejet dans l'environnement des effluents issus de l'utilisation des mousses anti-incendie produites à partir d'émulseurs contenant des composés chimiques fluorés est interdit. L'envoi de ces effluents dans une filière de déchets appropriée doit être réalisée.  |
| <b>Constats :</b><br>L'inspection a interrogé l'exploitant sur sa capacité à confiner de manière stricte les effluents générés à l'occasion d'une extinction d'un feu survenant hors rétention, notamment considérant que son émulseur actuel contient des composés fluorés.<br><br>L'exploitant n'a pas été en mesure de décrire de manière précise son organisation associée au confinement des eaux d'extinction d'un feu survenant hors rétention et notamment sur le volume qu'il est en mesure de confiner de manière stricte au niveau de son bassin d'orage. |
| <b>Observations :</b><br>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le détail de son organisation associée au confinement des effluents pollués et notamment des eaux d'extinction d'un feu survenant hors rétention et statuera sur le caractère suffisant du volume d'eaux d'extinction qu'il est en capacité de confiner au regard des scénarios étudiés dans son étude de dangers et dans son plan de défense incendie.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |

